

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

DIX ANS APRÈS

ONC, une fois de plus, les gouvernements de ce pays vont célébrer l'anniversaire de la victoire, de leur victoire.

Une fois de plus, ils vont commémorer l'immatation de leurs quinze cent mille morts.

Une fois de plus, ministres, parlementaires, généraux, vont glorifier leur œuvre de guerre et s'en glorifier.

Sans partager cet enthousiasme, acceptons le sujet qu'ils proposent à nos méditations.

Ce qu'a coûté cette victoire et ce qu'elle coûte encore, quels genres d'avantages a pu apporter, c'est ce que savent ceux qui n'ont perdu ni toute mémoire d'un passé proche, ni toute conscience du présent.

On a discuté pour savoir quels avaient été les véritables vainqueurs de cette guerre, quelle caste de profiteurs en avait tiré les plus grands bénéfices, quelle fraction du capitalisme européen ou yankee.

Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu un grand vaincu : le prolétariat international.

Dans tous les pays ou « victorieux » ou « vaincus » la classe ouvrière a effroyablement payé en chair massacrée, en impôts extorqués les frais de cette guerre dont elle ne cesse pas aujourd'hui de subir les conséquences.

Mais il n'y a pas que cela.

Lorsque, de 1914 à 1918, les gouvernements étaient leurs peuples respectifs à la tuerie, ils étaient en somme dans leur rôle. Ils obéissaient peut-être à ce qu'ils croyaient un « devoir », respect des alliances, protection des intérêts nationaux, « égoïsme sacré » patriotique ou tout ce que l'on voudra. Ils se conformèrent à l'idéologie de leur milieu et à la routine de leur métier.

Mais les ouvriers français, mais les ouvriers allemands, mais ces fractions d'une classe qui devait s'unir par-dessus les frontières et ne plus connaître de patrie, mais ces partis socialistes qui avaient fraternisé en tant de congrès internationaux, mais ces syndicats ouvriers, quelle allait être leur attitude ?

Quelle allait être, en France et en Allemagne, l'attitude des organisations qui se déclareront qualifiées pour parler au nom des travailleurs ?

Est-ce qu'au point de vue simplement humain comme au point de vue spécialement ouvrier, ce massacre était autre chose qu'une barbarie déplorable. Est-ce que pour la classe ouvrière mondiale, il pouvait constituer autre chose qu'un affreux fratricide ? Pouvoit-on éprouver un autre désir que de le voir prendre fin. Pouvoit-on assigner une plus haute et plus noble ambition aux groupements, aux partis qui se réclamaient du prolétariat que celle de démontrer leur capacité d'action en imposant la paix aux gouvernements. Quel magnifique prélude c'eût été pour les transformations sociales de l'avenir.

On sait ce qu'il en a été.

On sait comment, en France comme en Allemagne, les organisations et les partis prolétariens se mirent au service des patries.

Par une parodie sinistre d'une formule célèbre « l'extermination des travailleurs fut l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », œuvre poursuivie docilement, passionnément même par les organisations prolétariennes.

Le prolétariat avait trahi sa propre cause.

Et c'est ce qui pèse aujourd'hui si lourdement sur lui.

Nous ne voulons pas examiner tardivement ce qui aurait pu être fait, ce qui aurait pu être tenté, ni quelles en auraient été les chances de réussite. Nous n'oubliions pas à quelles difficultés se heurtait tout essai de propagande humaine sous la dictature de guerre. C'eût été tenté du moins ce qui dépendait d'eux.

Mais combien formidablement plus forte était l'autre propagande, la propagande de guerre. De quelle large publicité et de quelles noms prestigieux pour les masses elle disposait.

On avait mobilisé, hélas ! jusqu'à des « intellectuels anarchistes ». Et ce fut une grosse peine pour beaucoup de nous que de retrouver dans telle liste de zélotes du jusqu'au-bouillisme deux ou trois signatures d'hommes dont nous aimions à admirer l'œuvre et dont le passé fut mérité un autre couronnement.

Cependant la tuerie continuait. Et si, par hasard, quelques-uns du front manquaient de zèle à tuer et se faire tuer, on les fusillait. Tout simplement.

On pourrait tirer une édifiante anthologie de ce qui fut écrit alors dans des organes « révolutionnaires », et par les représentants des idées « internationalistes ». Et ce serait une curieuse histoire à écrire que celle du concours

donné à « l'Union sacrée » par les représentants de ceux qui avaient tout à perdre dans la guerre.

Que s'était-il passé au juste ? Il y a probablement eu surtout manque de courage moral. Et il en aurait fallu pour tenir tête à l'ouragan, pour affronter les gouvernements et la répression toute prête. Il fut plus commode, plus facile et aussi beaucoup plus avantageux de céder au courant, de hurler avec les loups.

Il n'y avait plus qu'à trouver des prétextes ou des raisons pour expliquer cette attitude.

Pourquoi les socialistes allemands n'auraient-ils pas défendu la cause du pays du marxisme ?

Et pourquoi les socialistes français n'auraient-ils pas pris la défense de la plus démocratique des parties.

De part et d'autre d'ailleurs on résistait avec le même zèle à « une agression injustifiée ».

Bien entendu on accusait en France les socialistes allemands de manquer à leurs devoirs les plus élémentaires en en prenant pas parti pour la France.

Et les socialistes allemands jugeaient très sévèrement le chauvinisme de leurs congénères français.

On pourrait imaginer, à la rigueur, un désastre, un cataclysme naturel qui aurait fait autant de victimes et autant de ruines qu'en a fait la grande guerre. Mais ce désastre-là fut volontairement subi et accepté et voulu.

Des hommes de bonne volonté auraient pu se trouver débordés par les événements, se trouver impuissants à réagir contre eux, mais du moins ne pas se faire complices de la tuerie et attendre pour en profiter le premier moment favorable à une intervention.

Or, lorsque se produisirent ces tentatives d'intervention prolétarienne pour mettre fin à la tuerie homicide il y eut des hommes et des partis « prolétariens », et tout particulièrement en France, qui ont fait le nécessaire pour qu'elles n'aboutissent pas.

La guerre n'aurait pas duré quatre ans sans les hommes et ces partis qui entraîneront le consentement de la classe ouvrière.

Il fallait cela, paraît-il, pour le triomphe du Droit, de l'Équité, de la Justice.

Il paraît que la cause des Alliés était la bonne cause et qu'il fallait châtier les empires centraux.

Le Droit, la Justice, les sinistres entités au nom desquels on requiert des têtes pour le bûcher, des victimes pour le bague, réclamaient la continuation des sacrifices humains.

On se livrait au petit jeu de la recherche des « responsables » qui étaient naturellement du côté ennemi.

Le sang des peuples pouvait continuer à ruiseler, les travailleurs pouvaient continuer à s'entre-tuer.

Et c'est ce qu'ils ont fait.

Et ce qui se passe aujourd'hui est la suite logique de ce qui s'est passé alors.

Les Poincaré et les Hindenburg paradent à la tête de leurs peuples.

Les Paul-Boncour continuent l'œuvre du socialisme de guerre en préparant la prochaine mobilisation.

De même qu'ils menaient la guerre au nom de considérants humanitaires, de même la prochaine se prépare sous un déluge de protestations pacifiques.

Le prolétariat a si bien marché l'autre fois. Pourquoi ne marcherait-il pas une fois de plus ?

Pendant qu'ils vont célébrer leur victoire, pensons à ce qui s'est passé pendant les années tragiques, à ce qui peut se produire de nouveau demain.

C'est donc une pensée aussi à ces hommes courageux, nos camarades « tolstoïens », dont nous parlait le *Libertaire*, qui préfèrent subir toutes les répressions plutôt que de se faire complice du militarisme et des guerres à venir.

EPSILON.

Fédération Paris-Banlieue

Par suite du manque de salle l'assemblée générale est reportée au 17 novembre à 20 h. 30, salle Garrigues, rue Ordener.

ABONNEZ-VOUS
AU LIBERTAIRE
TROUVEZ-LUI,
DES ABONNÉS

LA HAUSSE DU LAIT

Les travailleurs ont souvent de ces surprises désagréables. Un beau matin, le mercantil du coin leur annonce la majoration de telle ou telle denrée, et, malgré leurs récriminations, il ne leur reste qu'à s'incliner.

La hausse subie par le prix du lait a provoqué un peu plus de bruit. Causeré, de toute évidence, par les manœuvres spéculatives de quelques gros laitiers, elle a d'autant plus défavorablement impressionné qu'elle porte sur l'aliment indispensable aux vieillards, aux malades et aux enfants.

La bourgeoisie elle-même, qui au fond se soucie fort peu de cette augmentation, a jugé pourtant convenable de crier au scandale et de réclamer des mesures aux services compétents. Car les zélés propagandistes — en parole — de la repopulation le savent bien : plus que leur glorification du lapinisme, des faits comme celui-là parlent éloquemment à la conscience des ouvriers et les incitent à réfléchir avant de procéder de petits malheureux voués à la misère et à la faim.

Quant au gouvernement, pour ne pas trop mécontenter l'opinion publique, il a décidé d'enquêter.

En conséquence, M. Chiappe, homme politique par excellence, est allé, en personne, remettre au Procureur de la République tous les documents relatifs à la hausse afin que le Parquet puisse avisé.

Satisfaction toute platonique. Le consommateur continue à payer son litre de lait 1 fr. 75, tandis qu'on l'invite à prendre profit de cette augmentation, a souci fort peu de cette augmentation, a jugé pourtant convenable de crier au scandale et de réclamer des mesures aux services compétents. Car les zélés propagandistes — en parole — de la repopulation le savent bien : plus que leur glorification du lapinisme, des faits comme celui-là parlent éloquemment à la conscience des ouvriers et les incitent à réfléchir avant de procéder de petits malheureux voués à la misère et à la faim.

Quant au gouvernement, pour ne pas trop mécontenter l'opinion publique, il a décidé d'enquêter.

En conséquence, M. Chiappe, homme politique par excellence, est allé, en personne, remettre au Procureur de la République tous les documents relatifs à la hausse afin que le Parquet puisse avisé.

Quant aux tentatives de poursuites, engagées l'année dernière contre trois grandes sociétés laitières, elles ont été clôturées par un non-lieu. Or les responsables de la hausse actuelle sont ces mêmes sociétés.

Peut-on attendre de l'instruction qu'on pourrait interdire contre elles, autre chose qu'un second non-lieu ?

Il faudrait être bien naïf pour croire à l'efficacité de ces indignations et déclarations officielles, fussent-elles parties de la Préfecture. Certes, le pouvoir de M. Chiappe est grand : il a toute licence pour faire matraquer les révolutionnaires et expulser les travailleurs étrangers. Mais s'agit-il de punir les grands auteurs de la vie chère ? L'aspect des choses change. MM. Donon, Genvrain et Cie n'ont pas d'ordres à recevoir du préfet de police, ce sont plutôt eux qui lui en donneraient, au cas où les consommateurs voudraient user d'action directe à leur égard.

Aussi l'issue de cette fameuse enquête ne fait-elle pas de doute : ce sera encore un dégonflement en règle que la presse saura habilement faire passer inaperçue à l'ombre de quelque fait-divers sensationnel.

Cependant, les spéculateurs, sans crainte de poursuites, enregistrent leurs bénéfices nouveaux.

Les statistiques, elles, enregistrent un peu plus de mortalité infantile. Mais qu'est-ce que cela peut bien faire aux accapareurs laitiers ? « Fermiers Réunis » et « Coopératives Laitières » sont puissants et ont d'autant plus beau jeu qu'ils trafiquent d'une matière de première nécessité. Pour les atteindre, il faudrait une forte pression de ces masses ouvrières que l'on berne encore facilement avec un simulacre de justice. Et surtout que tout en faisant entendre leurs protestations énergiques, les travailleurs n'oublient pas que la spéculation, comme l'exploitation, est à la base même du régime et ne pourra disparaître qu'avec le renversement de celui-ci.

Lucile PELLETIER.

Un mot, camarades, et une prière

Vous verrez dans les colonnes à côté, que le Comité de Défense du Droit d'Asile organise lundi prochain un meeting aux Sociétés Savantes contre les expulsions administratives.

C'est le deuxième grand meeting sur le sujet, d'autres suivront ainsi que certaines manifestations que vous apprendrez par la presse et qui doivent nous conduire au résultat recherché : tranquillité et sécurité pour les réfugiés politiques.

Nous nous adressons aux deux mille cinq cents lecteurs du *Libertaire* de la région parisienne, nous les prions d'être des nôtres ce soir-là, quel que soit le temps.

C'est certainement embêtant, camarades, d'avoir à vous déranger si souvent, mais l'existence des proscrits n'est pas enviable non plus. Pensez à ce que serait votre vie à vous si, le fascisme s'implantant en France, vous deviez traîner votre misère un peu partout à travers le monde.

Songez à cela... et restez chez vous, lundi, si vous le pouvez.

LE LIBERTAIRE.

LA CHASSE AUX PROSCRITS

Pour l'étranger riche, qui, profitant de la baisse de notre change, envahit la France comme un pays conquisé, tout est permis : depuis le divorce rapide et à bon compte jusqu'aux basses joies qui dégradent. Devant les frasques et les insolences de cet étranger-là, on ferme les yeux car ne laisse-t-il pas ses banknotes aux innombrables mercantins ?

Les rigueurs des agents de l'« ordre » sont réservées à l'étranger pauvre, au proscrit qui doit fuir la dictature et qui crut, le naïf, trouver tranquillité et sécurité dans la France des droits de l'homme en y pratiquant une vie digne, toute de labour.

L'expulsion administrative est odieuse et intolérable

Les réfugiés politiques sont traités, ici, comme les derniers des parias — les bêtes fâves sont moins pourchassées dans la jungle. Aucun statut les protège de la vengeance des ambassades et des tracasseries des polices.

Le policier français tient dans ses mains le sort des proscrits étrangers, c'est de sa volonté que dépend le droit d'asile.

Il faut en finir avec un état de choses qui déshonneure la France aux yeux de tous les esprits libres du monde. Les « Droits de l'Homme », dont le français moyen se montre si fier, doivent être aussi les droits de l'étranger pauvre.

Gens de cœur ! une cause juste a besoin de vous, venez la servir et accourez nombreux au

GRAND MEETING

Lundi 12 Novembre à 20 h. 30

Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton

Y prendront la parole :

J. LONGUET P. NENNI A. ZEVAËS

du Parti Socialiste ancien directeur de l'*Avant* Avocat

FERDINAND HÉROLD, VICE-Président de la Ligue des Droits de l'Homme

P. LEMEILLOUR CAPOCCI R. LAZURICK

de l'Union Anarchiste Secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés Avocat et secrétaire général du Soir

Le Comité de Défense du Droit d'Asile

NOTA : Les portes ouvriront à 20 heures. Il sera perçu UN FRANC pour couvrir une partie des frais. Descendre au métro Saint-Michel.

UNE INFAME COMÉDIE

Les articles 70 et 71 de la loi de finances sont venus fort à propos rompre la monotonie politique que les vacances parlementaires avaient encore accentuée. Sous le prétexte d'abroger ou de défendre le principe de la laïcité de l'Etat, deux clans de politiciens affamés de portefeuilles ministériels viennent de se dresser (probablement s'entendent) l'un contre l'aut

Considérations sur un budget démocratique

des ouvriers, le bloc des proprios ramène de plus en plus lourdement les locataires. La vie devient de plus en plus chère et la police, la garde républicaine mobile et la gendarmerie sont renforcées pour pouvoir réprimer le plus vite et le plus implacablement possible tous ceux qui voudraient tenter un mouvement de révolte contre les responsables de leur misère. On arrête douze cents hommes qui veulent protester contre l'assassinat de vingt des leurs, on interdit même les réunions et les séances de projections cinématographiques quand ces soirées ont pour but autre chose que des pleurnicheries sur la misère ou des louanges au sabre et au goupillon.

Bref, la misère populaire s'amplifie — et la répression se fait de plus en plus féroce. On renvoie aux calendes le projet de loi sur l'Amnistie, on prépare des feuilles d'impôt de plus en plus chargées, on augmente les budgets de la guerre et de la marine — et à ceux qui veulent poser des questions aux parlementaires sur tout cet état de choses, on répond : « Malheureux ! vous causez de tout cela pendant qu'on va réintroduire les congrégations en France ! »

CAR, qu'on ne s'y trompe pas, le secret de toute la campagne cléricale ou anticléricale d'aujourd'hui, c'est l'appétit des uns et des autres de monopoler les portefeuilles ministériels.

Les réactionnaires, eux, ne sont pas gênés dans leur campagne contre l'Union Nationale, parce que toutes leurs campagnes furent des campagnes de répression — mais les radicaux et les républicains-socialistes ne sont pas dans le même cas. Ils dénoncent l'Union Nationale parce que cette formation empêche de réaliser tout progrès social. Seulement, s'ils crient contre la réaction, on peut leur objecter : « Mais vous avez toléré la pire répression, la plus formelle atteinte à la liberté des gens durant tout votre séjour au ministère. Vous avez non seulement admis mais encouragé Chiappe. Alors l'avez-vous à reprocher à vos comparses ? »

Et l'occasion de prononcer une belle réponse vient de leur échoir. « Ce que nous reprochons à nos associés, c'est de profiter de notre loyauté pour introduire subrepticement, hypocritement, un texte qui anéantirait toute notre œuvre de laïcisation. Ce que nous leur reprochons, c'est d'abuser de notre volonté d'union pour faire rentrer les enfroqués en France. »

SEULEMENT les radicaux, les républicains-socialistes n'ont rien à reprocher aux réactionnaires.

Quand ceux-ci crient à l'intolérance maçonnique, ils mentent sciemment. Quand ils s'exclament persécutés, ils savent très bien qu'ils énoncent des confré-vérités.

Tartuves, les radicaux qui crient au danger clérical ! Hypocrites, les démolos qui dénoncent le péril congréganiste !

Jamais la loi de 1901 ne fut appliquée sincèrement et entièrement.

Même sous le ministère Combes, même quand Herriot était président du Conseil, même lorsque Caillaux exerçait son proconsulat, les congrégations recevaient des fonds du Gouvernement pour faire de la propagande aux colonies et à l'étranger.

Les ministres les plus anticléricaux ont subventionné les prêtres, ont donné l'investiture officielle aux congrégations, les ont reconnues comme propagandistes accrédités auprès des puissances sud-américaines. Aux colonies, on installait le prêtre en même temps que le pouvoir militaire. Le goupillon était intronisé par le sabre, grâce aux fonds distribués largement par les radicaux et les républicains socialistes anticlériaux.

En France, depuis toujours on tolérait (illégalement, mais officiellement) les sièges sociaux et les centres de recrutement et d'initiation des congrégations.

Alors, pourquoi, aujourd'hui, ces cris d'indignation ? Pourquoi cette campagne de presse intéressante autant que jésuite ?

Pour que le peuple, si un ministère « démocrate » arrive au Pouvoir, puisse croire que c'est le progrès social et la pensée libre qui triomphent sur l'ignorance et la réaction.

La polémique établie autour des articles 70 et 71 de la loi de finances n'est qu'une infâme comédie destinée à détourner l'attention des prolétaires de la répression qui s'amplifie, du fascisme qui s'installe.

Tous nos efforts en faveur de l'amnistie, contre la contrainte par corps, contre les expulsions administratives, pour arracher les victimes du régime infect des ergastules mais pas un geste, pas même le lever du petit doigt pour défendre des politiciens véreux contre d'autres politiciens.

Concentrons nos forces, renforçons notre propagande pour soulever les masses contre une société pourrie.

Mais habituons bien les ouvriers à cette idée que le jour où sera déclaré un mouvement de révolte, ce ne sera pas pour hisser des pantins au Pouvoir, mais pour débarrasser la terre de tous les parasites qui vivent grassement de la crudité humaine.

Louis LOREAL.

Nous voici à nouveau à la veille de la discussion du budget. Les professionnels de la politique, au moyen de mesures plus ou moins arbitraires, vont déterminer notre capacité de participation à l'impôt dans le but de couvrir ce fameux budget.

Celui qui est actuellement soumis aux Chambres ne représente qu'une des formes de la vieille oppression que subit le peuple. Il est établi sans justice, et qu'il soit direct ou indirect, l'impôt retombe toujours en fin de compte sur les individus les plus déshérités. Aujourd'hui surtout — après l'expérience de la dernière guerre — le budget est entaché d'une immoralité flagrante.

Nous payons l'impôt non pour assurer des services publics : l'hygiène, l'assistance, l'instruction, l'entretien des routes, l'eau, le gaz, l'électricité à domicile, etc., mais surtout pour payer les dettes contractées pendant la guerre à des fournisseurs patriotes, pour entretenir un militarisme compromettant et organiser des aventures coloniales dont le profit exclusif va à quelques particuliers.

L'égalité devant l'impôt est une fameuse galéade de nos politiciens :

Le producteur-propriétaire ne paie pas l'impôt.

Le commerçant ne paie pas l'impôt.

L'intermédiaire, à quelque titre qu'il le soit, ne paie pas l'impôt.

Seul paie l'impôt le consommateur non commercial.

Les premiers ont un procédé fort simple pour y soustraire ; ils établissent pour la vente de leurs marchandises un prix de revient dans lequel ils mentionnent tous leurs frais généraux (impôts compris) et bénéfices ; l'impôt ne rognera pas leur superflu puisqu'il entre dans le prix de revient, il viendra seulement par contre-coup frapper le consommateur, puisqu'il est incorporé au produit qui est jeté dans le commerce. Il ne frappe ni la richesse acquise, ni le revenu somptuaire et retourne en définitive sur la classe ouvrière étendue à la catégorie de tous les consommateurs non propriétaires qui n'ont de la sorte aucun recours contre l'impôt.

Pourtant entre le salarié à 15.000 francs par an par exemple et l'actionnaire dont les dividendes se montent à quelques centaines de milliers de francs, il y aurait une proportion à observer qui serait favorable au rendement des impôts : mais nous vivons un régime qui reconnaît comme morale la propriété et qui pose en axiome qu'elle est inviolable et sacrée. De là, justifiant ces quelques observations, l'injustice qui préside à la perception des impôts.

Le parasitisme s'est installé en maître dans notre démocratie ; l'on pourra même dire qu'il la dévore. Le plus clair de nos ressources est pour lui, qu'il soit civil ou militaire, alors que nos laboratoires sont vétustes et mal outillés, nos villes malsaines, que l'enfance grandit dans l'ignorance, etc. Voilà, succinctement exposé, à quoi sert un budget démocratique, cent quarante ans environ après la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et cela nous fait penser avec sympathie, avec amour, à cette Révolution où la richesse était, en somme, un crime contre l'ordre moral qui doit fonder la Justice en dehors de tous les priviléges.

Bernard ANDRE.

Le budget actuel, après de multiples compressions, évolue aux environs de 50 milliards. Si l'on tient compte que le revenu du pays est évalué à 200 milliards de francs, on verra ainsi que le quart de ce revenu est affecté au service du budget. À l'heure où nos gouvernements parlent de paix, où il est question officiellement de désarmement, il est assez curieux de trouver dans l'exposé des motifs du projet de budget les déclarations suivantes relativement aux dépenses pour la défense nationale : « La réorganisation de l'amée, notamment la préparation de la réduction du service militaire actif, la reconstitution des réserves de guerre, la mise en état de défense de notre nouvelle frontière de l'Est, la reconstitution de nos forces navales, l'amélioration de la protection de nos côtes, le renforcement de l'armement de nos colonies ne pouvaient manquer d'entraîner des charges très lourdes que les ministères intéressés avaient fixées à un chiffre supérieur de 4 milliards environ aux dotations accordées par le Parlement dans la loi de finances de 1928. »

Si l'on tient compte que, dans le budget de 1928, les dépenses pour l'armée et la guerre absorbent environ 40 % du budget, proportion encore insuffisante, puisque le ministère de la Guerre demandait 4 milliards supplémentaires pour 1929, on se rendra compte ainsi que la guerre crée de lourdes charges et que, même lorsqu'elle est terminée victorieusement, la misère qui en découle est lourde aux épaulles d'un peuple même laborieux.

Toutefois, ces 4 milliards refusés ne le sont pas à titre définitif.

« Nous ne pouvons leur attribuer, dit l'exposé des motifs, que le caractère d'un ajournement, que nous nous efforcerons de faire aussi bref que possible, nous réservant d'accroître ces dotations aussi tôt que pourra nous le permettre l'existence de nouvelles disponibilités. »

Et la phrase suivante donne à réfléchir :

« Nous avons maintenu des crédits assez larges pour l'organisation défensive de notre frontière de l'Est, qui est, comme on le sait, ENTIEREMENT DÉCOUVERTE sur une grande partie de son tracé. »

Diable ! il y aurait donc danger de guerre à l'Est... Alors, Locarno, Thoiry ne seraient que des diviseurs de politiciens ? On se pâme notre tête comme par le passé.

L'examen de ce budget révèle des choses fort curieuses. Ce pays, saigné à blanc, de l'aveu même des économistes les plus officiels, en couvrant un impôt qui s'élève au quart du revenu global du pays, fournit son effort fiscal maximum. C'est un fait acquis. Nos possibilités contributives sont limitées ; nous n'avons pas d'argent à gaspiller. Or, nous voyons avec stupeur que l'on consacre à peine des millions à l'hygiène, à l'instruction, aux travaux publics, à l'assistance et la prévoyance sociales, et que, par contre, on consacre des milliards à la guerre ; d'abord à construire des fortifications qui seront inutiles dans une guerre future ; ensuite, à entretenir une armée qui n'aura plus sa raison d'être, car il n'est pas besoin d'être grand clerc pour déduire que la guerre de demain sera de peuple à peuple et non d'armée à armée.

Mais habituons bien les ouvriers à cette idée que le jour où sera déclaré un mouvement de révolte, ce ne sera pas pour hisser des pantins au Pouvoir, mais pour débarrasser la terre de tous les parasites qui vivent grassement de la crudité humaine.

Louis LOREAL.

Nous aurions aussi de l'argent pour subventionner des congrégations que l'on se propose de reconnaître. Ce n'est pas le côté le moins drôle de l'histoire : la République maçonnique et radicale secourant financièrement les jésuites. Mais toutefois ce mauvais coup pourrait fort bien échouer ; Marianne n'est peut-être pas encore dans un état de décomposition suffisant pour l'apostiller.

Il va être question aussi de l'augmentation de la paie des députés ; ces messieurs veulent 60.000 francs, ils estiment que, par ces temps de vie chère, c'est une somme indispensable pour vivre ; voilà encore quelques millions qui, prélevés sur les consommateurs, vont aller dans la poche de personnalités qui n'ont rien de commun avec le peuple et qui ne prétendent faire leurs affaires que pour mieux l'opprimer. De 9.000 francs avant la guerre à 60.000 francs en 1929, l'indice est coquet ; les députés possèdent là les éléments d'une revendication qu'il leur sera difficile de repousser si elle était généralisée par des salariés ; salaire d'avant-garde multiplié par 6,66, voilà l'occasion idéale d'un front unique à réaliser contre l'Etat et les patrons.

Lorsque, par un hasard heureux, un film se trouve contenir un souffle d'humanité ou simplement de vérité, l'imposto-censure canarde « les plus beaux passages ». C'est ainsi qu'un long cri d'horreur contre la guerre « J'accuse », qui fut donné en 1920, vient d'être de nouveau mis en circulation — mais tronqué, épuré, dépouillé de tout ce qui faisait la force et la beauté morale de l'œuvre.

Quand, d'aventure, le metteur en scène va puiser son sujet sur un roman social d'auteur célèbre, c'est un manifeste sabotage de l'œuvre littéraire de l'écrivain auquel se livre l'éditeur du film. Il y a un et demi, une firme projetait : Le Juif Errant, d'Eugène Sue. Or, ce livre écrit pour le pamphlet pour servir de réquisitoire au procès moral des Jésuites, fut ignoblement falsifié à l'écran. Des Jésuites, il n'était pas question une seule minute dans le film ; on les avait baptisés Les Voyants (?) — car la censure cinématographique n'eut pas permis que l'on attaque les infâmes disciples et continuaires de Logola.

Les communistes avaient décidé de constituer la Société des « Amis de Spartacus », qui avait pour but de donner des séances privées, réservées uniquement, à ses adhérents au cours desquelles seraient projetés des films non visés par la censure.

Le Cuirassé Potemkine, La Mère, de Gorki, furent ainsi projetés en France. Mais, au moment où cette Société allait donner Octobre, un ukase du bonapartiste Chappé en interdit les représentations.

Silence à tous ceux qui ne se mettent pas à genoux devant l'argent, la patrie, le goupillon ! Silence à tous ceux-là qui veulent parler, pour dire autre chose que des paroles d'admiration pour notre Société pourrie.

Et tandis qu'on bâillonne l'opposition, voici qu'on annonce à grand tam-tam deux nouveaux films : La Passion de Jeanne d'Arc, d'une part, et Verdun, vision d'histoire de l'autre.

Deux bandes destinées à réchauffer le chauvinisme, dont l'une sera présentée soi-même à l'Opéra.

C'en est assez ! Les charognards, ne se contentant pas de leur tableau de chasse de la grande boucherie, veulent remettre ça ! Insatisfaits des bénéfices réalisés sur les mines de toute une contrée et sur quinze millions de cadavres, ils osent encore maîtriser le crime.

Et si d'aucuns voulaient répondre par un film antiguerrrier, la censure interdirait la représentation.

Eh bien ! puisque la liberté d'expression et de propagation humaines n'existe pas au cinéma, puisque le poison est déversé à pleine coupe sans qu'on puisse y apporter l'antidote, le moment est venu où nous devons employer les moyens énergiques pour empêcher la glorification du crime et des criminels.

Il faudra aller dans les salles où l'on projette des immondices — mais y aller avec des siestifs à roulette, avec des boules puantes, avec des tracts antiguerrriers pour créer un tel mouvement de réprobation populaire que ces films devront regagner le local de leurs éditeurs.

A la censure des riches, opposons la saine censure du bon goût et de l'humanité. Par tous les moyens, il faut boucher la gueule aux assassins et les mettre dans l'impossibilité de nuire.

Aristobole.

PROPOS d'un PARIA.

Aristobole.

MUSSOLINADES

Cependant que les agents du Duce se livrent en France aux douces joies de l'espiionage ou à la chasse de leurs compatriotes qu'ils dénoncent sans merci au trésor des séries de la police française, la publicité en faveur de « grandes réformes » accomplies par l'ex-chambardier ne chôme pas.

On peut dire que la plus grande partie de la presse française émerge à l'ambassade d'Italie.

Ce ne sont qu'interviews et comptes rendus tendancieux.

Après tant d'autres Paris-Midi chantent les louanges du chourineur transalpin :

« Maintenant que le Duce a fait régner l'ordre en Italie, il peut songer aux réformes sociales ».

L'ordre règne, en effet, dans le sang des hommes libres et au mépris des droits humains les plus élémentaires.

Évidemment qu'ils s'en foutent de la vie humaine, tout autant que s'en contrefont de l'avarice.

Farceurs ! Qui donc espèrent-ils tromper ? Les maisons ne s'écrouleront plus quand, unis sur le terrain du travail, les ouvriers auront imposé un contrôle sérieux, lorsqu'ils se refuseront à travailler pour des exploiteurs aussi criminels que peut être stupide un rédacteur de L'Ami du Peuple.

Deux journaux à deux sous dans la même journée ! Bonne aubaine.

Mais les fabricants de papier hygiénique vont-ils pas, eux aussi, intenter à Coty un procès pour concurrence déloyale ?

Pierre Maudès.

Pierre M

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

La situation en Russie l'opposition et la répression

Tout ne va pas pour le mieux dans le plus idyllique des paradis bolcheviks. Qui qu'en rapportent les commis-voyageurs à gages, la situation économique de la Russie s'aggrave, et à l'entrée de l'hiver, elle apparaît comme particulièrement sombre. Tel est l'avis de P. Monatte qui, dans *La Révolution prolétarienne*, analyse cette situation.

Le rebondissement de la lutte entre Staline et Rykov, la reprise de la lutte contre la droite, ainsi que divers autres signes, annoncent l'explosion d'une nouvelle crise au sein du parti russe, crise évidemment provoquée par les difficultés économiques : ravitaillement des villes de plus en plus mal assuré ; réquisition du blé dans les campagnes exigeant des mesures de contrainte auxquelles les paysans répondent par la grève de l'ensemencement ; population ouvrière des villes atteinte dans son alimentation ; exportation du blé rendue impossible ; plan d'industrialisation réduit, etc. Voilà la réalité de la marche au socialisme que claironnent sur le mode triomphal les augures orthodoxes.

Comment faire face à cette situation ? interroge Monatte. En rejeter la responsabilité sur l'opposition, avec son mot d'ordre de lutte contre le koulak, n'est pas une solution. Et puis, ce n'est pas juste. D'abord parce que ce n'est pas l'opposition qui a appliqué son propre mot d'ordre ; chaque idée, pour être exactement appliquée, doit l'être par ses défenseurs et non par ses adversaires. En outre, parce que l'équilibre et l'accord entre l'ouvrier et le paysan ne pouvaient être maintenus que si l'industrie russe avait des produits à échanger contre ceux de la paysannerie. Qui donc, depuis dix ans, a poussé au développement du rythme industriel ? Qui donc s'est interrogé contre la bureaucratie d'Etat et du parti pour juger la production ? Qui donc a réclamé la démocratie ouvrière, facteur indispensable de correction des fautes commises et stimulant de l'effort organisateur et créateur ? C'est l'opposition, l'opposition ouvrière d'abord, les autres oppositions par la suite. Des années ont passé, les idées de l'opposition ont été ridiculisées, ses hommes frappés, emprisonnés, déportés en Sibérie. L'équilibre est rompu entre l'ouvrier et le paysan depuis longtemps ; la ville n'a pas suffisamment de produits à échanger, elle est inférieure ; elle est mise économiquement sous la domination de la campagne ; le paysan occupe la position dominante dans l'économie de la révolution prolétarienne. Contre cette position, les mesures de contrainte, légitimes aux premiers jours de la Révolution, ne sont plus que le fruit des erreurs commises, des fautes enfassées. La voie de salut était dans la démocratie ouvrière, il y a quelques années, dans la discussion franche au grand jour de tous les problèmes difficiles. On a préféré le bâillon de l'optimisme et de la raison d'Etat.

Fort juste et fort bien dit ! l'étant par un opposant communiste. Ces critiques, sous une autre forme et d'un point de vue anarchiste et essentiellement révolutionnaire, voilà dix ans que nous les avons faites. Elles ont valu avant que naissent les diverses oppositions communistes, car c'est le régime bolcheviste lui-même, la mainmise du parti communiste sur la Révolution qui les légitimait. Nous les avons toujours formulées sans relâche. Elles valent encore et nous continuons de les formuler.

Force nous est bien de constater, cependant, parce que c'est la vérité, que nous trouvions alors devant nous, pour nous contredire et nous combattre, les opposants d'aujourd'hui, naguère orthodoxes au même titre que ceux qui le sont encore. Et précisément, à propos de l'opposition ouvrière que Monatte place très exactement la première des différentes oppositions qui se sont succédé, que c'est ici, au *Libertaire*, que nous avons fait connaître au public révolutionnaire français l'existence d'une opposition ouvrière en Russie, en soulignant tout ce qu'avait de symptomatique cette démonstration au pays de la révolution prolétarienne. Et cela dans le moment où Monatte, Rosmer et leurs amis donnaient ou allaient donner leur adhésion au parti communiste et contribuer ainsi, pour une bonne part, à la décadence du mouvement ouvrier et syndical français livré pieds et poings liés à la sujétion du bolchevisme.

Ne nous attardons point sur cette précision qui appartient au passé et que nous n'avons faite que pour aider à la solution des problèmes du présent. Dans le même article, Monatte demande, en effet, ce qu'attend le gouvernement russe pour fixer à Trotsky un lieu d'exil moins mortel qu'Alma-Ata où, atteint de la maladie, dans l'in incapacité absolue de recevoir les soins que nécessite son état, il est voué à une mort quasi certaine.

Nous avons eu l'occasion (1), à propos justement de l'exil de Trotsky, de placer la revue *La Lutte de classe* en face de ses responsabilités et du problème tout entier de la répression en Russie. Sans vouloir renouveler la même démonstration, marquons notre étonnement que Monatte et *La Révolution prolétarienne* protestent seulement contre la situation faite à Trotsky et se taisent sur l'ignominie de la répression qui frappe non seulement les communistes d'opposition mais encore tous les autres révolutionnaires non bolcheviks. Ne pas lier le sort de tous les révolutionnaires victimes de la vindicte répressive en Russie, c'est une faute envers ses propres amis. S'indigner pour les uns et ignorer les autres, c'est un crime envers la solidarité révolutionnaire que nous aimerais ne pas avoir été les seuls, anarchistes, à ne point commettre !

Encore l'unité et la synthèse anarchistes

L'étude que nous avons faite précédemment de l'unité anarchiste et de la synthèse anarchiste (2), après la lettre personnelle de Sébastien Faure que nous avons publiée en son temps (3) avec notre réponse, nous vaut aujourd'hui dans *La Voix libertaire* une longue réfutation... qui ne réfute rien du tout.

D'abord, cette réfutation base son argumentation sur une erreur de fait qui ne fait

guère honneur à la psychologie de son auteur : elle attribue à Loréal la paternité des articles de cette rubrique publiés sous la signature du Liseur. Pauvre Loréal, qui écope pour le Liseur, avec lequel, pourtant, il n'a rien de commun !

Ensuite, cette... réfutation, réfute... en plus de trois colonnes de texte, une phrase... de quatre lignes, extraite d'un article d'une bonne colonne et demie. C'est une méthode que nous ne prions guère. En tout cas, ce n'est point en l'employant que l'on pourra « discuter sérieusement et loyalement », comme s'y déclare prêté *La Voix libertaire*. Nous y sommes près également.

Pour y aider, rappelons que l'essentiel de notre thèse se résument en ceci : La scission dans l'U.A.C.R. s'est produite au congrès de Paris à la suite de l'adoption par la majorité, de statuts contre lesquels s'élevait la minorité. Ces statuts, *cause avouée de scission*, ont été annulés par le congrès d'Amiens qui, supprimant ainsi la cause de la scission, permettait le retour des dissidents à l'U.A.C.R. en leur donnant entière satisfaction.

Était-ce clair, net et précis ? Nous le croyons. N'empêche que *La Voix libertaire* n'en souffre mot. Et c'est de cela qu'il fallait discuter. Pas d'autre chose. De plus, ce n'était pas là déformer une thèse. Déformer une thèse, c'est dire, ayant quitté une organisation parce qu'elle élaboré des statuts qu'on n'accepte pas et ne la réintègrent point ces statuts abolis : « Pardon ! Vous voulez l'unité. Nous n'avons rien à faire ensemble : nous voulons réaliser la synthèse. »

Il faut poser le problème de l'unité en baroubeant celle-ci de synthèse, ce n'est plus le plaisir sur le même plan qu'au congrès de Paris. Ce n'est pas clarifier le débat. C'est l'obscurcir, le situer en plein confusonisme. Nous ne démons à quiconque le droit d'être partisan de la synthèse. Nous disons, sans insinuation, que cette synthèse, dont il ne fut nullement question au congrès de Paris et venue après coup, est un prétexte mis en œuvre pour empêcher l'unité d'abord, les autres oppositions par la suite. Des années ont passé, les idées de l'opposition ont été ridiculisées, ses hommes frappés, emprisonnés, déportés en Sibérie. L'équilibre est rompu entre l'ouvrier et le paysan depuis longtemps ; la ville n'a pas suffisamment de produits à échanger, elle est inférieure ; elle est mise économiquement sous la domination de la campagne : le paysan occupe la position dominante dans l'économie de la révolution prolétarienne. Contre cette position, les mesures de contrainte, légitimes aux premiers jours de la Révolution, ne sont plus que le fruit des erreurs commises, des fautes enfassées. La voie de salut était dans la démocratie ouvrière, il y a quelques années, dans la discussion franche au grand jour de tous les problèmes difficiles. On a préféré le bâillon de l'optimisme et de la raison d'Etat.

C'est ainsi que se présente le premier aspect du problème de l'unité anarchiste. Discutons-en, d'abord. Nous verrons, ensuite, à discuter de la synthèse, si elle offre encore quelque intérêt et si des tâches plus importantes ne sollicitent point notre attention.

LE LISSEUR.

SOMMNAIRES ET BIBLIOGRAPHIE

Au dernier numéro de *Germainal*, un article de Georges Bastien sur la collaboration des classes, intitulé très justement : « Une dangereuse fusillade ».

— Après une remarquable série d'articles signés Lux, sur *L'Ami du Peuple*, ceux qui le financent, et les valets de plume qui le médisent, *Le Réveil ouvrier*, organe des syndicats de la région de l'Est, et l'un des mieux concus dans la presse du genre — public, du même auteur, une étude à suivre, d'un grand intérêt, sur l'aval et Capital.

— *Le Combat syndicaliste*, organe de la C.G.T. S.R., consacre la première page de son numéro d'octobre, aux victimes de la répression. Trois articles sur l'affaire Vial, sans oublier les cas de nos camarades Gourmelon et René Martin.

— Dans le numéro de cette semaine du *Professional des P.T.T.*, comptes rendus des Conseils nationaux de la Fédération postale et du Syndicat des agents des P.T.T.

— Elections générales en Suisse. Aussi bien nos camarades de Genève ont-ils entièrement consacré un numéro de leur *Réveil anarchiste* à l'antiparlementarisme. A lire, méditer et conserver. Nombreux arguments à utiliser en période électorale.

— Au sommaire de la livraison du 15 octobre de *La Révolution prolétarienne* à signaler une étude approfondie, par un groupe de syndicalistes, sur la rationalisation, surexploitation de l'ouvrier.

Nous avons reçu :

L'Animateur rationaliste, organe du groupe d'éducation philosophique Littré.

La Mère éducatrice, organe du Foyer de Mère éducatrice ; secrétaire de la rédaction, Madame Vernet.

Sur le chemin du fascisme

LE REDRESSEMENT FRANÇAIS

Les industriels et financiers italiens profitant des initiatives ouvrières surent habilement, avec l'aide de Mussolini, imposer aux prolétaires leur dictature et sous prétexte d'ordre social, assoir solidement leur domination ; Primo de Rivera avec les mêmes méthodes profita de l'idée pour s'imposer en Espagne et en Russie soviétique les bolcheviks usent de méthodes de répression, envers ceux qui ne pensent pas comme eux, au nom de la dictature prolétarienne. En France, les difficultés d'imposer une dictature du même genre étaient plus grandes à cause justement d'un certain individualisme rebelle à tout ce qui est idée imposée par la force, et du développement chez nous de l'esprit critique.

Oh ! Georges Valois essaya bien de mobiliser quelques centaines de jeunes gens, qu'il avait affublés de chemises plus ou moins bleues, il les lança même à l'assaut des bureaux de ses anciens amis d'Action Française, mais le mouvement ne prit pas de l'ampleur, justement peut-être à cause de cette violence de comédie et de cette pâle copie de la manière mussolinienne. Seulement, les industriels et techniciens — c'est le grand mot du Redressement français — eurent vite compris qu'ils ne pourraient réussir que lorsqu'ils auraient su adapter à la mentalité petite bourgeoisie française, individualiste et rousseonneuse, une méthode de dictature qui soit habilement dissimulée, et c'est de cela, qu'est née l'idée du Redressement français.

M. Lucien Romier, à qui personne ne peut contester la faculté d'intelligence, s'est fait le propagandiste du Redressement et sa conférence simple et adroite,

coupée d'anecdotes plaisantes, ne nous autorise pas à bien saisir les méthodes préconisées, si une brochure intitulée *Organisation et réformes* n'avait été distribuée aux auditeurs.

M. Romier fait actuellement dans le Midi de la France une tournée de propagande destinée à procurer des adhérents à la Ligue, je le prie seulement de dire à un nommé Souchon de se taire, car, présenté comme écrivain combattant, l'on peut croire en l'entendant qu'il a été combattant — c'est à la portée de la première brûle venue — mais l'on se demande avec certitude ce qu'il peut bien écrire et comment il doit écrire, s'il le fait aussi mal qu'il parle. Nous laisserons donc de côté les paroles qu'il prononça avant l'exposé de M. Romier.

Les partisans du redressement français ont remarqué que devant le développement du progrès industriel et la rapidité des moyens de transport, l'individu devrait de plus en plus dépendre de la collectivité et qu'il fallait susciter pour guérir le malaise social des cadres nouveaux d'organisation, les anciens ne correspondant plus aux méthodes modernes : que ces cadres nouveaux d'organisation économique, que nous, révolutionnaires, nous trouvions dans le syndicalisme, ne pouvaient se trouver que dans une certaine élite composée d'intellectuels, de techniciens et d'ingénieurs dont les différents rouages devaient guérir, en s'assemblant, le malaise social dont nous souffrons tous.

Pour réaliser ce projet, le Redressement français propose, primo : l'*abolition des luttes religieuses*. Cela dévoile bien déjà qui a fourni l'argent nécessaire à la formation des premières filiales et du centre parisien ; certes, partisans de la liberté, nous voudrions que chacun fût libre d'avoir les idées qu'il lui plairait sur les problèmes de l'être et de la destinée, seulement, nous voudrions qu'il y eût réprobation pour nos idées, et si nous pouvions avoir oublié Giordano Bruno, Jean Huss et Galilée, nous savons de bonne source qu'en Vendée l'on persécute l'institution laïque et que notre ami René Martin est en prison aux frais d'un charitable évêque.

Secondo : *Restitutio nis sans hésiter à l'initiative privée des entreprises industrielles et techniques de l'Etat*. Cette revendication est très facile à comprendre de la part d'une association composée d'industriels et d'usiniers dont les bénéfices iraient croissant en raison directe des entreprises qui leurs seraient abandonnées en partage.

Quarto : *Le rendement de la main-d'œuvre*. Cette question est écrite en gros caractères et l'on a soin de nous avérifier que cela domine tout le problème du relèvement social ; c'est en effet la question la plus importante pour les producteurs et aujourd'hui tout industriel quel qu'il soit est obligé devant la concurrence intérieure et extérieure de faire produire le plus possible et au plus bas prix les objets manufacturés de son usine. Or, pour amorcer cette politique de surproduction à outrance, il fallait qu'un mirage masquât le véritable intérêt de la question, et pour cela furent créées les primes offertes généralement au surplus de la production, des allocations aux familles nombreuses afin d'avoir un personnel abondant pour l'avenir ; des maisons ouvrières dont le terrain appartient au patron, de sorte qu'à la moindre discordance entre l'employeur et l'employé ce dernier est expulsé légalement comme ne faisant plus partie du personnel (manière Michelin, etc.).

Enfin, le Redressement français demande pour couronner le tout, une *forte armature militaire*, oubliant que l'entretien des armées permanentes coûte des sommes folles aux gouvernements ; ces dépenses militaires sont d'ailleurs un démenti aux méthodes économiques de relèvement financier qu'il préconise.

Voilà, *grossièrement*, le plan et les méthodes du Redressement français, qui sont comme le reflet de l'image exacte de la mentalité petite bourgeoisie française. Assez réaliste et intelligente pour s'apercevoir que le malaise actuel ne peut continuer, que la répartition des richesses est un défi au bon sens et à la justice sociale puisque les uns ont *tout* et les autres *rien*, que d'autre part l'instinct de révolte poussera tôt ou tard les esclaves à s'emparer par la force de ce qui leur manque, la bourgeoisie, au lieu de risquer un autre 89, insinuer dans l'esprit des foules des méthodes dont le but tournerait à son avantage et qui lui permettrait de conserver les bénéfices de l'exploitation dont elle jouit actuellement.

Pour nous, un seul devoir nous est dicté devant les tentatives de fascisme qu'elles soient : nous unir dans de puissants syndicats et les influencer dans le sens révolutionnaire ; collaborer dans des fédérations coopératives, éduquer la jeunesse qui monte et lui insuffler l'esprit de révolte afin de pouvoir décreté dans un avenir prochain la formule toujours vraie de la véritable justice sociale : *qui produit, doit manger !*

RENE GHISLAIN.

Groupe des 5^e, 6^e, 12^e et 14^e arrondissements
Vendredi 16 novembre
A 21 heures, 111, rue du Château (14^e)

HISTORIQUE DU MOUVEMENT MAKNOVISTE
par Pierre Odéon

Participation aux frais : 1 franc.

Samedi 24 novembre
A 21 h., Maison des Syndicats
163, bd de l'Hôpital
L'ECOLE UNIQUE
par G. Grelois

des « Compagnons de l'Université Nouvelle »

GROUPE DU 15^e ARRONDISSEMENT

Vendredi 9 novembre, à 20 h. 30
111, rue du Château (14^e)
Caserne Conférence
sur : THERMIDOR RUSSE
par N. Lazarévitch

Invitation cordiale à tous.

Des cris de douleur nous parviennent aussi de toutes les grottes et de tous les bagnes italiens.

Soumise à un régime d'enfer, la jeunesse ouvrière, l'élite intellectuelle antifasciste se meurt lentement d'inanition dans des cellules sans air.

Terracini, Gramsci, Zaniboni, Luce, Capello, sont tous dans un état alarmant.

Mussolini n'ayant pu leur faire subir le sort de Della Maggiore, entend bien s'en défaire autrement.

Mais la conscience des hommes de cœur de partout se révoltera.

Par-dessus les frontières, elle clamera son indignation au due et à ses sicaires,

elle leur criera sans démagogie, mais avec fermeté, que les crimes dénoncés par elle, attireront fatallement une juste vengeance sur la tête de leurs auteurs.

Et un jour, sans doute prochain, nous verrons sans déplaisir la tête de quelque tyran italien succéder, au bout de la pique,

à celle de la peu sympathique princesse de Lamballe.

Cherchent-on par ce moyen à accentuer l'état de dépression morale et physique dans lequel se trouve René Martin, tuberculeux et par suite d'une santé délicate ?

Nous sommes sûrs que tous les hommes de cœur seront à nos côtés pour protéger contre de pareilles méthodes et exiger,

en attendant la mise en liberté de René Martin, que le régime déjâ injuste auquel il est soumis lui soit appliquée avec tous les droits qu'il comporte.

LE LIBERTAIRE

ATRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Dix ans de règne

Le 4 octobre 1918 Boris III fut proclamé roi à la place de son père, le vieux Cobourg Ferdinand, qui avait pris la fuite devant les soldats révoltés.

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE

SEANCES DU 20 OCTOBRE
ET DU 5 NOVEMBRE

Ces deux séances furent presque entièrement consacrées à la lecture d'une correspondance nombreuse et variée de province. Certaines lettres traitaient de la presse anarchiste de province ; d'autres de notre campagne contre les expulsions administratives, et à ce sujet des demandes d'ordres nous étaient faites ; d'autres lettres s'intéressaient à la tournée de propagande projetée par nous.

Il a été, ou il sera répondu particulièrement à chacune des lettres en question.

Le Comité de Défense du Droit d'Asile et l'Union Anarchiste tiennent à la disposition des groupements, qui voudront organiser — dans leurs coins — des meetings contre les expulsions, une affiche double colombier, qui leur sera laissée au prix de revient.

COMPTE RENDU FINANCIER DU LIBERTAIRE

Octobre 1928

Récoltes

Abonnements et réabonnements	1.475 50
Dépôts	2.968 40
Souscriptions	2.063 10
Divers	21 60
Total	6.517 60
Dépenses	
Imprimerie	9.253 80
Expédition, routage	861 40
Salaire administration	1.000 »
Reliquat de salaire (Even)	252 50
Chèque touché par erreur en mai	478 75
Divers, correspondance, etc.	609 85
Total	12.456 30
Déficit	5.935 70
Déficit antérieur	931 »
Déficit actuel	6.869 70

N. B. — Il n'est pas tenu compte de la souscription exceptionnelle dont la répartition n'est pas faite.

L'Administrateur : N. Faucier.

PARIS-BANLIEUE

Région Parisienne : La Fédération Paris-Banlieue d'accord avec le Comité du Droit d'Asile va entreprendre, dans la région, une série de réunions, meetings, manifestations pour protester contre les expulsions administratives et pour obtenir le respect du droit d'asile.

Dévant les dangers qui menacent chaque jour nos camarades espagnols, italiens, polonois, hongrois, etc., tous les militants qui, l'an dernier, participeront à la campagne Sacco-Vanzetti viendront nous apporter leur aide et participer à notre effort.

Une assemblée générale des militants de la Région Parisienne, aura lieu la semaine prochaine, où seront envisagés les divers moyens de mener à bien cette agitation.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Permanence tous les mardis soirs, à 20 h. 30, 10, rue de l'Arbalète (59).

Groupe du 45^e arrondissement. — Vendredi 9 novembre, à 20 h. 30, 111, rue du Château (14^e).

Groupe du 20^e. — Réunion le jeudi 8 novembre, à 20 h. 30, rue de Sambray-le-Meuse.

Groupe de Livry-Gargan. — Le groupe ayant l'intention de faire un meeting pour Vial sous l'égide du comité de défense sociale, fait appel à tous ceux que le sujet intéresse pour qu'ils assistent à la réunion du samedi 10 novembre.

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

VITE ET MAL

QUORSQUE NOUS SERONS À LA CENTIEME

Après Vincennes, les Champs-Elysées, avec cette différence que cette fois, il n'y a ni blessés, ni morts.

Le bâtiment de la rue Quentin-Bauchard devait abriter un théâtre, dont le propriétaire est Louis Verneau, l'inarréssable fabricant de pièces de comédie en séries, pièces plus ou moins bien écrites, de cette prose égrillarde et grivoise qui caractérise le jouisseur et non le psychologue.

La construction était arrivée sans encombre au quatrième étage quand, tout à coup, crac !... Boum ! Descendez, l'on vous demande.

Si le ridicule tantum encore en France et Navarre, malin doute que les architectes, les entrepreneurs, fournisseurs de matériaux, ne dérivaient plus être du côté de l'ordre.

A entendre certains bons pensants et pansus, à la digestion facile et à la main bien tendue pour ramasser ou plutôt ratisser la galette, il n'y avait rien qui clochait.

Matiériaux matériels personnel de 1^{er} choix, en conséquence, il ne doit pas y avoir de responsables et, architectes, entrepreneurs, comme Ponce-Pilate, se lèvent les mains, rejettent les causes de l'effondrement sur la Fatalité.

Cette dernière a certainement les épaulles plus solides que l'armature qui constitue la construction, car en effet, la Fatalité en de telles circonstances, supporte toujours le poids immense des responsabilités.

Nous avons pu nous approcher bien près de l'immeuble sol-disant détruit par cette infâme Fatalité.

Les constatations que nous avons faites sont tout autres que celles annoncées par interview dans la presse bien arrosée et stylée.

Liaisonnement imprévu, insuffisance de chaînage et d'accrochage sur la façade en pierre, mauvaise qualité du mortier et déclencheur hâtif.

Voilà les facteurs qui ont contribué à l'écrasement. Si tout n'a pas été dit, nous ne sommes pas nombreux à dormir debout ou à faire tomber un éléphant en catalepsie, nous connaissons les responsables et nous sommes aussi qualifiés que ces « messieurs officiels et complets » pour conclure en toute franchise et loyauté.

Maintenant, pour éviter le retour de pareils accidents, il faut que les gars surveillent eux-mêmes leur travail, qu'ils passent trois heures pour l'exécuter, s'il le faut, mais qu'ils le fassent bien.

Ils éviteront, ainsi faisant, l'espèce de suspension qui pèse sur eux, au moment des responsabilités.

à 21 heures, chez Coulon, 11, rue de Paris (à côté de la Mairie).

Groupe intercommunal : Vincennes-Saint-Mandé-Montreuil-Fontenay. — Réunion le vendredi 9 novembre, à 8 h. 30, salle de la Coopérative, 11, rue des Laitières, à Vincennes.

Après la réunion extraordinaire de cette localité, ne voyant aucun inconveniient à continuer de se réunir à Vincennes, s'opposèrent à la formation d'un autre groupe, est-il audacieux de compter pour cette réunion, sur la présence de tous, et de penser que dans un groupe libertaire, il ne doit pas y avoir de figurant ? Allons, les copains ne laissent pas toujours les mêmes faire tout le travail ce n'est pas au moment où l'on entreprend une propagande de grande envergure qu'il faut fabriquer à la tâche.

Soyons donc tous à cette réunion, où nous aurons à envisager l'organisation des meetings vitaux et la campagne contre les expulsions administratives.

Groupe de Saint-Denis. — Réunion vendredi 9 novembre, à 20 h. 30, local habituel.

PROVINCE

Toulouse. — Résultat de la souscription ouverte en faveur des 6 enfants du camarade Aguilar, de Lavelanet, inculpé dans le « complot dit de Narbonne » et expulsé.

Albano, 10 fr.; Pollicarpio, 5 fr.; Aurelio, 5 fr.; Guillermo, 10 fr.; T. del Ollis, 1 fr.; R. Bau, 1 75; Sesé, 2 fr.; Enrique Tourville, 2 fr.; Comprendo, 2 fr.; Un hermano, 5 fr.; Un companero, 2 fr.; J. Navarro, 2 fr.; Calípi Juan, 1 fr.; J. Beria, 2 fr.; Ros, 2 50; Diabolo, 3 fr.; Patricio, 0 25; Martínez, 2 fr.; Julian, 5 fr.; Molins, 5 fr.; Cazou, 2 fr.; Suarez, 2 50; Uno, 2 fr.; Oiro, 2 fr.; Ux, 1 fr.; X, 1 fr.; V. M., 10 fr.; B. C., 5 fr.; Franco, 1 fr.; Miguel, 1 fr.; Augusto, 2 fr.; Una, 1 55; Jules Ramon, 5 fr.; Mano-América, 5 fr.; Jgyuordo, 2 francs; Un camarade, 10 fr.; Tricheux M., 5 fr.; Tricheux A., 5 fr.; V. Nan, 2 fr.; Groupe de Toulouse, 20 fr. Total : 160 fr.

Groupe d'Etudes Sociales d'Angers. — Le groupe se réunira en accord avec celui de Treizé le dimanche 11 novembre, à 10 heures, Salle de la Marache, pour envisager la réunion contre les expulsions administratives et régler les détails pour la réussite. D'autre part, l'agitation à faire dans nos centres, la préparation de nouvelles réunions ou tournées nous obligent à nous réunir. Enfin, il faut constituer définitivement notre fédération de l'ouest.

Le groupe se réunira également mardi 13 novembre au lieu habuel, Bourse du Travail. Une causerie sera faite par un camarade sur « l'objection de conscience ». Préparatifs de la réunion contre les expulsions administratives. Préparation de la tournée sur l'affaire Vial et des conférences sur les bagnes d'enfants.

Voici du travail, que les camarades sachent qu'il est nécessaire, même urgent que nous fassions au moment où la répression s'abat sur tous, une agitation active, sérieuse et surtout persévérente. Il faut que les anarchistes sachent montrer à tous leurs adversaires qu'ils veulent sortir de la torpeur où ils ont semble été plongés et qu'enfin, sachant ce qu'ils veulent et où ils vont, ils ne laissent échapper aucune occasion pour augmenter leur propagande.

Que les copains viennent tous et amènent des sympathisants, les lecteurs du Flambeau et du « Libertaire » sont cordialement invités.

Cannes-Nice. — Les camarades anarchistes de la région de Cannes, Juan-les-Pins, Antibes et Nice, désireux de passer à l'action et de s'organiser fédérativement sont prêts de se mettre en rapport avec le camarade G. Michaud, membre du U.A.C.R., 37, rue Grande, à Cannes.

Groupe de Lille. — Les anarchistes sérieux, de toutes tendances et les sympathisants sont prêts d'assister à la réunion du samedi 17 novembre, à 19 h. 30, 142, rue Wazemmes. Ordre du jour important.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raul Colin, 31, rue des Murins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

« Le Libertaire » est en vente au Dépot Central, rue Bannier.

Lorsque les ouvriers auront le respect de leur travail et qu'ils auront le souci de leur dignité, ils seront majeurs et leurs syndicats auront acquis également le droit de contrôle.

Les Pouvoirs publics ? Foutaise, camarade de la boutique d'où tout : les travailleurs doivent « bien faire et laisser dire ». N'attendons donc pas la Centième pour porter le fer rouge dans la plaque.

La 13^e Région Fédérale.

LOUCHER-CONSTRUCTION-AGIOTAGE

Nouveau Panama en perspective

Laissous le néropathie Sarrat et le corsico Chiappa enquêter sur les responsabilités de la catastrophe de Vincennes. Laissous la pègre orthodoxe bouffer du social-traitre et de l'autonomie, valet de gouvernement ? (C'est une nouvelle formule de ces gens).

Laissous la Radicanaille aux chaussees des immeubles curés ou moines et... passons.

Nous avons remarqué, ces temps derniers, la forme interrogative que prenait la Presse dite « d'opposition », en compréhension bien entendu, à propos de l'affaire Vial.

Le Pouvoir publics ? Foutaise, camarade de la boutique d'où tout : les travailleurs doivent « bien faire et laisser dire ». N'attendons donc pas la Centième pour porter le fer rouge dans la plaque.

Le prix de cette affiche est de 1 fr. pièce. Adresser les fonds au camarade G. Courtaud, trésorier, 118, boulevard de la Villette, Paris. Chèque postal 100733, Paris (1^{er}).

Groupe Esperantiste Anarchiste de Paris — Camarades, prenez bonne note que le cours par correspondance a lieu toute l'année. Ecrire à Gaston Louis, 92, rue Rochechouart (9^e).

Libre Pensée-Action sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 10 octobre, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro Crimée).

Groupe Libertaire de Lyon. — Le groupe se réunit tous les mardis et vendredis à 20 h. 30, au local, salle Sacco-Vanzetti, 171, rue Duguesclin (angle cours Lafayette), lors les dimanches matin, de 10 heures à midi, permanence bibliothèque, journaux, etc., etc.

Il est rappelé à tous les camarades de la région Lyonnaise que le groupe organise pour le dimanche 11 novembre à 9 h. du matin, au local, une grande réunion qui a pour but la reorganisation du groupe et l'organisation de la propagande dans la région. Tous les camarades, quelle que soit leur tendance, sont invités à y assister et à y apporter leurs points de vue et suggestions.

Groupe Espérantiste ouvrier. — Dimanche matin, à 9 h., Bourse du Travail, cours d'espéranto pour camarades de langue polonaise.

UNIVERSITE POPULAIRE INTERCOMMUNALE

Vincennes, Saint-Mandé, Montreuil, Fontenay Mercredi 14 novembre, à 20 h. 30, salle Colinet, rue Marcelin-Berthelot, Montreuil. La Tribune Libre de l'U. P. I., Vincennes-Saint-Mandé, Montreuil, Fontenay, organise un grand débat contradictoire sur les accidents du travail et les assurances sociales, par Suzanne Lévy, avocate à la Cour d'Appel de Paris, qui traitera ces deux sujets qui ne peuvent qu'intéresser la classe ouvrière.

Le public participera au débat.

Participation aux frais, 2 fr.; carte familiale : 3 personnes, 4 fr. 50; 4 personnes, 6 fr.; 5 personnes, 7 fr. 50.

ressembleront plutôt à des casernes ou des prisons qu'à des habitations à bon marché. L'on y entassera des centaines de familles. Ça sera bien bon pour les prolos.

Evidemment Loucheum la bouche en cul de poule, va répondre que pour une somme si modique, l'on ne pourra pas construire des palais.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, nous visons une époque de rapine et de vol.

Les rastas sont les maîtres du marché, ils accaparent, agitent et trustent au nez, à la barbe d'un Loucheum ou d'un Chéron, mottes de beurre, pommes de terre et ventres à la mode de Caen.

Le Gouvernement sait fort bien — Pointcroft régnante — qu'à l'heure actuelle il se fait des tractations honteuses, l'agiotage et la flibustre tracassantes honteuses, l'agiotage et la flibustre commencent à se mettre en branle, des marchés sont passés à l'étranger pour accaparer matériels et chair humaine, le tout à l'instar de Vincennes.

Tout le monde se tait, personne ne dit mot, les marchés se font dans des antres de sorciers ou dans des cavernes ressemblant à celle d'Ali Baba.

Ne cherchons pas à comprendre, d'ici peu de mois la camelote aura encore augmenté de prix, elle sera accaparée (vendue à l'avance), puis elle sera accaparée (vendue à l'avance), le tour sera joué pour l'entrepreneur honnête, en admettant qu'il s'en trouve encore un en 1930.

Qu'on sache en haut lieu que nous sommes de ceux qui ne nous laissons pas. D'ailleurs, nous reviendrons à la charge.

La 13^e Région Fédérale.

DANS LE S. U. B.

Ce soir jeudi 8 novembre, à 18 heures, réunion du Conseil général du S. U. B., salle de Commission 4^e étage, Bourse du travail.

Permanence du dimanche 11 novembre, Bourse fermée ; 18 novembre, Charonneau ; 25 novembre, Capelle Alexandre.

Réunion du Conseil des cimentiers, le mercredi 14 novembre, à 18 heures, au siège.

Réunion des monteurs en chauffage, le vendredi 9 novembre à 18 heures, salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du travail.

Réunion des serruriers, le mardi 13 novembre, à 18 heures, salle de Commission, 2^e étage, Bourse du travail.

Réunion des carreliers faïenciers le mercredi 14 novembre, à 18 heures, salle Henri-Penault, Bourse du travail.